

Substances psychoactives, usagers et marchés : les tendances récentes (2017-2018)

Clément
Gérome,
Agnès
Cadet-Taïrou,
Michel
Gandilhon,
Maitena
Milhet,
Magali
Martinez,
Thomas
Néfa

Le dispositif Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND) de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) assure, depuis 1999, une veille sur les tendances et les phénomènes émergents dans le champ des drogues, afin de limiter le temps entre leur survenue et leur prise en compte par les pouvoirs publics. Le dispositif TREND est ainsi amené à se focaliser sur des populations particulièrement consommatrices de produits psychoactifs. Il s'appuie sur des données, principalement qualitatives, collectées par le réseau des sites TREND implantés dans huit agglomérations métropolitaines (voir encadré p. 7). La mise en perspective systématique, au plan local et national, des informations recueillies auprès de différentes sources garantit la fiabilité des phénomènes, décrits ici de manière nécessairement synthétique.

Dans un premier temps, ce numéro met en exergue les évolutions qui ont particulièrement marqué 2017 et le début de 2018 : l'impact de l'accessibilité sans précédent de la cocaïne, y compris sous forme de crack ; la porosité entre les scènes techno et les croisements de différentes populations festives ; l'augmentation de la visibilité des consommations de GHB-GBL en contextes festifs émaillée par des intoxications ; la banalisation des consommations de poppers au sein de groupes de consommateurs de plus en plus diversifiés ; enfin, le ralentissement de l'apparition de nouveaux produits de synthèse (NPS), alors que leur diffusion semble se concentrer sur certains profils d'usagers. La seconde partie évoque la poursuite de phénomènes déjà décrits les années précédentes, mais qui continuent de se développer : l'ancrage des pratiques de « chemsex », le succès des comprimés d'ecstasy, la hausse de la disponibilité et de la visibilité des usages de kétamine et le dynamisme de l'offre d'héroïne.

■ Les phénomènes marquants

Accessibilité exceptionnelle de la cocaïne

Depuis les années 2013-2014, on assiste à un accroissement important de l'accessibilité de la cocaïne, qui résulte en particulier des efforts des trafiquants pour en

Dernières données issues des observations du réseau des sites TREND et de l'ensemble du dispositif.



faciliter l'achat par les usagers les mieux insérés sur le plan social¹, mais également par les plus précarisés (vente en micro-quantités) [1, 2]. Depuis 2016, s'ajoute une inflation des quantités et de la pureté de la cocaïne disponible qui répond à un niveau historiquement élevé de la production colombienne [3] et à la montée en puissance des routes Antilles-Guyane [4]. L'année 2017, qui voit le prix du gramme de cocaïne baisser après huit ans de hausse (tableau 1), est marquée par un niveau record des quantités saisies avec, 17,5 tonnes, une pureté moyenne de la cocaïne qui atteint 59 % dans les saisies de rue² (soit plus du double de celle de 2011) et une multiplication des points de vente [2].

Comme en 2016, cette pression de l'offre se traduit davantage par une intensification des usages de cocaïne de personnes déjà consommatrices occasionnelles que par le recrutement de nouveaux usagers [2]. La multiplication et la banalisation des occasions de consommation, observées quel que soit le degré d'insertion sociale des usagers, amènent ces derniers vers un usage plus régulier et, pour certains, une dépendance. En population générale, cette observation est confirmée par les données du Baromètre santé 2017 qui témoignent d'une accélération de la croissance

1. Insertion sociale appréciée à l'aune de la situation par rapport au logement, de la nature des ressources, de l'intensité des liens sociaux, de l'accès à la protection sociale et du lien au monde du travail.

2. C'est-à-dire les saisies de moins de 10 grammes, supposées contenir le produit finalement consommé.

des usages dans l'année (1,6 % chez les 18-64 ans en 2017 *vs* 1,1 % en 2014) [5], alors même que le niveau d'expérimentation reste stable, à 5,6 %.

Ce phénomène concerne en premier lieu les 30-45 ans, ce que confirment les données quantitatives [5]. Plusieurs sites TREND (Rennes, Lille, Bordeaux, Lyon) rapportent également chez certains jeunes (étudiants, voire lycéens) des expérimentations de la cocaïne ou un intérêt plus perceptible qu'au cours des années précédentes. Cependant, les chiffres du Baromètre santé indiquent que les plus jeunes, habituellement moins consommateurs du produit, compte tenu notamment de son prix, ne sont pas concernés par la hausse des usages [5].

Chez les usagers de drogues connus des dispositifs sociosanitaires, l'accessibilité inaccoutumée de la substance s'accompagne non seulement d'un développement des consommations, avec des injections répétées pour les plus précaires, mais surtout d'un large déplacement des usages vers la cocaïne, en particulier chez des usagers quasi-exclusifs d'opiacés auparavant. Des rechutes vers des usages non maîtrisés de la part d'individus qui contrôlaient leurs consommations, ou s'étaient éloignés des drogues, ont été régulièrement observées.

La conjonction de la circulation de ce produit aux teneurs élevées³ et du renforcement des consommations est à l'origine d'effets inhabituels (hallucinations, tremblements, etc.) déstabilisant les usagers et d'une multiplication des intoxications. Le dispositif DRAMES (Décès en relation avec l'abus de médicaments et de substances) montre ainsi un doublement de l'implication de la cocaïne dans les décès liés à l'usage de drogues entre 2013 et 2016, qui atteint 18 % des cas recensés [6]. La survenue plus fréquente des dépendances chez des usagers jusqu'alors récréatifs, relevée par les intervenants du champ sanitaire, se traduit par une inflation récente des demandes de traitement liées à la cocaïne. Elles concernent, en 2017, 8 % des nouveaux patients de centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), progressant de 32 % depuis 2015, après plusieurs années de stabilité [7].

Cocaïne basée, un constat identique

La question de la visibilité des scènes ouvertes de consommation et de vente de crack à Paris a réémergé dans l'espace médiatique fin 2017, principalement du fait de facteurs conjoncturels : déplacements des trafics et des campements d'usagers liés aux actions de maintien de l'ordre, vague de froid hivernal ayant incité les usagers à se réfugier dans

le métro, fermeture d'une structure d'accueil [8]. Le phénomène marquant sur la période 2017-2018, souligné par l'ensemble des sites TREND, est en fait la diffusion majeure des usages de cocaïne basée parmi les consommateurs de drogues les plus précaires.

Le basage de la cocaïne consiste à ajouter un composé alcalin à la cocaïne poudre, permettant d'obtenir une forme du produit fumable qui entraîne des effets plus brefs, mais surtout plus intenses. Jusqu'à ces dernières années, le marché du crack, où la cocaïne est vendue déjà basée⁴, est resté concentré dans le Nord-Est parisien et sa proche banlieue en Seine-Saint-Denis. Il est majoritairement fréquenté, depuis les années 1980, par des usagers en situation de précarité extrême. Parallèlement, depuis le milieu des années 2000, on observe dans l'ensemble de l'Hexagone une progression régulière de la consommation de cocaïne par voie fumée, sous forme basée, parmi les usagers de cocaïne socialement mieux insérés. Ils expérimentent ce mode d'usage issu de l'espace festif techno alternatif⁵, puis l'adoptent dans le cadre d'une recherche d'effets plus intenses ou du fait de leur tolérance à la cocaïne⁶. Les usagers ou leur entourage basent eux-mêmes leur cocaïne et procèdent éventuellement à de petites reventes, comme cela est observé à Rennes et à Lille en 2017. À partir des années 2010, de tels profils d'usagers sont apparus sur le marché du crack francilien [8]. Dans les autres régions hexagonales, c'est la pratique artisanale qui persiste. Cette diffusion de la consommation fumée est perceptible chez les usagers de cocaïne qui fréquentent les centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD) : en 2015, 55 % d'entre eux la consomment basée, contre 40 % en 2008 [8, 9].

Or, les évolutions récentes sur le marché de la cocaïne impactent directement celui du crack, dont l'accessibilité⁷ a fortement augmenté depuis 2016 [8]. En outre, si le marché du crack reste parisiano-centré, des signalements concordants (CAARUD, acteurs du champ de l'application de la loi) montrent un essaimage des points de vente dans les départements d'Île-de-France (notamment Essonne et Yvelines), mais également dans l'Oise (Hauts-de-France) [1] et même à Lille et à Rennes où ces « spots » restent sporadiques.

Les CAARUD observent ainsi une intensification des consommations d'usagers auparavant occasionnels, mais surtout de nombreux transferts d'usage vers la cocaïne basée, qui déstabilisent les progrès effectués concernant la maîtrise des consommations et conduisent à

des aggravations rapides des situations sociales et sanitaires, y compris chez des usagers insérés ou semi-insérés⁸. Les sites parisien et lillois signalent en outre des cas de primo-consommation de cocaïne basée. Si l'ouverture en 2017 à Paris [10] de la salle de consommation à moindre risque a mis en évidence une consommation de crack par injection plus présente que ce qui était attendu, l'entrée d'un usager d'opiacés dans un usage de crack entraîne plutôt la diminution ou l'abandon des pratiques d'injection. Signe de cette diffusion des usages, constatée par l'ensemble des sites TREND, les quantités de matériel pour fumer le crack sont déclarées en très forte hausse et jamais en quantités suffisantes par toutes les structures qui en distribuent aux usagers [1, 8]. Une estimation récente fait état d'une hausse du nombre d'usagers de cocaïne basée en France métropolitaine, de 12 800 (12 000-14 000) individus en 2010 à un peu plus de 27 000 (25 000-29 000) en 2017 [11].

Reconfigurations des espaces et renouvellement des pratiques festives

Les observations menées en 2017 confirment l'accentuation de deux transformations des espaces festifs techno amorcées les années précédentes : la redynamisation du mouvement alternatif, d'une part, la porosité croissante entre espace alternatif et commercial, de l'autre [1].

Le mouvement alternatif bénéficie toujours d'un nouveau souffle porté par de jeunes générations de « teufeurs » désirant perpétuer ses valeurs contre-culturelles (autonomie, auto-gestion, solidarité, etc.). Les sites TREND implantés en Auvergne-Rhône-Alpes, Île-de-France et Bretagne, constatent de nombreuses créations de sound systems⁹. En Bretagne, où le milieu festif alternatif est habituellement très actif, près de 40 % des sound systems ont moins de deux ans et beaucoup d'entre eux sont créés par des jeunes de 20-25 ans, voire des mineurs.

3. Les échantillons analysés dans le cadre du dispositif de veille SINTES, souvent en cas de problèmes sanitaires ou d'effets non recherchés, présentent une teneur moyenne de 68 % en 2017.

4. Ce qui permet aux usagers précaires d'y accéder car cette forme solide se vend en microquantités et leur évite les contraintes du processus de basage (lieu, temps, matériel, savoir-faire, quantité minimale de cocaïne nécessaire).

5. C'est-à-dire relevant d'un mouvement animé par des valeurs qui se veulent en décalage avec la culture dominante, telles les free parties.

6. Nécessité d'augmenter les doses pour obtenir le même effet.

7. La « galette » parisienne est accessible pour 13 à 15 euros ou dans le cadre d'un troc ou même de services sexuels.

8. Usagers insérés socialement mais qui peinent à entrer ou à s'ancrer sur le marché du travail.

9. Désigne le matériel de sonorisation utilisé lors d'une free party et, par extension, le collectif d'organisateur de soirées qui utilise ou met ce matériel à disposition.

Tableau 1. Prix des principales substances relevés par le dispositif TREND (en euros, pour 1 gramme sauf mention contraire)

	2000 <small>(en euros constants)</small>	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Tendance générale
Héroïne	76	40	43,5	46,5	42,5	40,5	40	40	→
Cocaïne	108	68	70,6	76,6	80	84	85	80	↘ inflexion 2017
Ecstasy (comprimé)	19	7	10	8	10	10	10	10	→
MDMA poudre	ND	63	56	55	55	54	52,5	48	↘
Résine de cannabis	ND	5,5	7	6,5	7,5	7	6,5	5	↘
Herbe de cannabis	ND	8	9,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10	→
Amphétamines	19	15,5	14	14	15,5	13	15	15	→
LSD (buvard)	11	10	10	10	10	10	10	10	→
Sulfate de morphine (gel 100mg ou 200 mg)	9	8,5	8,3	8,5	10	10	10	7,5	↘
BHD (comprimé)	8	4,5	5	4	4	4	4,5	4	→

Source : Données TREND issues de l'ethnographie / TREND-OFDT

Notes : La valeur affichée est la médiane des « valeurs centrales » de chaque site, arrondi au 0,5. Ces valeurs centrales correspondent soit au prix courant (le plus fréquent sur le type de réseau/espace majoritaire), soit à une moyenne des prix pratiqués dans plusieurs espaces/réseaux s'ils ne peuvent être hiérarchisés. Les prix affichés pour l'année 2000 ont été convertis en euros constants (2017).

Ce dynamisme s'inscrit dans un contexte de durcissement de la gestion publique du mouvement alternatif techno. La pression policière sur les organisateurs persiste, voire s'intensifie dans certains territoires, notamment en Bretagne, en Île-de-France et en Lorraine, où des saisies fréquentes de matériel de sonorisation ou de biens personnels sont observées¹⁰. La Bretagne comptabilise près d'un tiers du nombre total de saisies effectuées dans un contexte tendu entre « teufers » et forces de l'ordre. Ce climat favorise le rapprochement entre les collectifs existants qui mutualisent des actions face à certains risques encourus (organiser une free party à plusieurs sound systems pour limiter les coûts financiers en cas d'amende) et organisent collectivement des manifestations à caractère revendicatif¹¹.

Par ailleurs, on constate en 2017 une porosité croissante entre événements alternatifs et commerciaux. Celle-ci tient à l'augmentation du nombre d'événements urbains payants qui rassemblent plusieurs types de programmation musicale électronique, facilitant ainsi le mélange des différentes sous-populations du mouvement techno. Les familiers du mouvement alternatif (teufers) côtoient le temps d'une soirée les habitués des scènes *gay-friendly* et les amateurs de soirées en club.

Ce phénomène est particulièrement manifeste en Île-de-France, où se développe une scène urbaine à la

croisée de différents mondes festifs. Cette nouvelle offre reprend certains codes du monde alternatif (tolérance vis-à-vis des produits psychoactifs, programmation musicale pointue), d'autres de l'espace festif gay (liberté vestimentaire et dans les comportements sexuels), tout en conservant les aspects mercantiles des soirées commerciales (droits d'entrée et consommations payantes, service d'ordre, impossibilité de ramener des boissons alcoolisées sur place, etc.).

Les observateurs lyonnais font également part de ces croisements de différentes populations du mouvement techno. Ainsi, des publics fréquentant habituellement les scènes commerciales (bars, clubs, salles de concerts et festivals) recherchent les soirées en squat en raison de l'ambiance underground qui y règne (prix libre, absence de service de sécurité, liberté de consommer, facilité pour se procurer des produits). À l'inverse, des habitués des scènes alternatives se rendent en club lorsque l'atmosphère et la programmation musicale se rapprochent de celle des free parties.

Le métissage des publics s'accompagne toutefois d'oppositions et parfois de conflits « résultant de stratégies de distinction et de différenciation en fonction des affiliations culturelles : rejet de la figure du clubber dans les squats, du « teufeur » et des hallucinogènes dans les clubs, des « toxicos » chez les gays, des injecteurs chez d'autres chemsexers » [12].

La superposition des publics accroît la disponibilité de produits caractéristiques du monde alternatif (hallucinogènes et dissociatifs comme le LSD et la kétamine) ou festif gay (GHB-GBL) auprès de populations dont la culture est éloignée des usages de substances psychoactives. Les expérimentations par ces personnes peu informées des risques liés aux consommations peuvent entraîner des problèmes sanitaires, comme c'est le cas pour le GHB-GBL.

Diffusion du GHB-GBL hors des cercles d'initiés

Le GBL (gamma butyrolactone) est un solvant industriel précurseur du GHB, substance anesthésique, qui, une fois ingéré, procure les mêmes effets euphorisants puis sédatifs et amnésiants. C'est pourquoi, bien que ce soit le GBL qui circule actuellement, certains usagers parlent encore de GHB [13]. Depuis le début des années 2000, le dispositif TREND fait sporadiquement état de consommations de GHB-GBL en clubs

10. L'association Freeform (association de médiation et de réduction des risques organisationnels liés à la pratique de la fête) comptabilisait une trentaine de saisies sur trois ans (2014 à 2016), contre une trentaine pour la seule année 2017 (<http://fr.traxmag.com/article/41875-free-party-les-saisies-de-sound-systems-grimpent-en-fleche-a-l-approche-des-legislatives>).

11. En mars 2017, une journée d'action nationale a été organisée. Des "Manifestives" se sont tenues à Marseille, Paris, Toulouse, Strasbourg, Nantes, Clermont-Ferrand, Lyon, et ont réuni plus de 180 sound systems.

par une frange d'usagers du milieu gay¹² [14]. Le produit est également très courant lors des sessions de chemsex organisées à domicile qui se développent fortement à la fin des années 2000. Il est alors utilisé à des fins de stimulation du désir sexuel et dans une recherche d'endurance et de performances sexuelles [15, 16].

Alors que les consommations de GHB-GBL sont ordinairement rares à l'extérieur du milieu festif gay, l'année 2017 a été marquée par l'observation récurrente d'usages parfois répétés lors de soirées et de festivals électro généralistes, alternatifs et *gay-friendly* dans plusieurs métropoles, notamment à Paris, Lyon et Bordeaux. À Lyon, des consommations de GHB-GBL ont été observées « à toutes les étapes des nuits festives : en before, en soirée, et en after, dans les espaces collectifs de danse comme dans les espaces de sexualité » [17]. À Paris, l'usage se répand progressivement « dans les sous-espaces du milieu festif techno, que ce soit en festivals, en clubs, lors de soirées privées et même en free parties » [18].

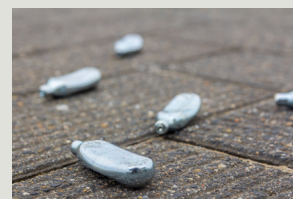
La population d'usagers en contexte festif est plutôt jeune, féminine comme masculine, hétérosexuelle aussi bien qu'homosexuelle, à la recherche d'effets semblables à ceux de la MDMA et/ou de l'alcool (euphorie, intensification des perceptions, empathie, désinhibition). Certains de ces consommateurs indiquent en effet que le GHB-GBL leur procure une ivresse en partie similaire à celle de l'alcool, pour un prix bien inférieur. Le produit, disponible sur Internet à des tarifs modiques¹³, fait très rarement l'objet d'une revente en établissement festif (lorsque c'est le cas, il est parfois vendu par dose de 10 ou 20 euros). Il est généralement partagé au sein du groupe de pairs. En free partie, les consommations restent relativement marginales.

Les observations ethnographiques menées à Paris mettent en lumière deux mécanismes à l'origine de ce processus de diffusion du GBL à l'extérieur de la scène festive gay : le retour en France de personnes qui ont expérimenté et apprécié le GBL en club à Berlin ou à Londres, où le produit est populaire, et le développement d'une offre festive techno alternative au sein de laquelle se croisent différentes sous-populations de fêtards, notamment les gays et les « teufeurs » (voir supra).

L'augmentation des consommations de GHB-GBL – en contexte sexuel HSH (hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes) depuis 2010 et en contexte festif en 2017 – s'est accompagnée d'une recrudescence des intoxications aiguës et des pertes de conscience, communément appelées G-Hole¹⁴. En Île-de-France, le nombre de comas recensés par le Centre d'évaluation et d'information sur les

Protoxyde d'azote, la résurgence ?

Le protoxyde d'azote, plus communément appelé « gaz hilarant » ou « proto », est utilisé dans le champ médical pour ses propriétés anesthésiques et analgésiques et employé comme gaz de pressurisation d'aérosol, en particulier alimentaire. Des usages détournés de protoxyde d'azote sont observés de façon discontinue depuis 1999 par le dispositif TREND lors de free parties. Mais à partir de 2015, on constate qu'il devient très disponible sur les scènes festives alternatives. Extrait de bonbonnes industrielles, il est conditionné dans des ballons vendus 1 à 2 euros l'unité. Apprécié pour ses effets fugaces et euphorisants, il est principalement utilisé pour potentialiser ou moduler les effets d'autres produits consommés.



Des usages sont pareillement observés dans d'autres contextes festifs : en festival généraliste en Île-de-France, en soirées étudiantes (observé notamment en soirées « médecine » à Bordeaux, à Lyon, à Paris et à Lille) où le produit est recherché et les consommations rapidement banalisées (cartouches prêtes à consommer au bar dans certaines soirées lyonnaises).

En 2017, la visibilité du protoxyde d'azote dans l'espace public s'accroît dans la métropole lilloise où les cartouches vides jonchent les trottoirs de certains quartiers, témoignant du caractère massif des consommations. Le site TREND de Lille a identifié différents profils de consommateurs : jeunes impliqués dans le trafic de stupéfiants, personnes prostituées, personnes précaires, mais aussi des collégiens et des lycéens. Des investigations supplémentaires restent toutefois à mener pour confirmer ces observations.

Les sites TREND de Lille et de Bordeaux insistent sur le manque d'information des usagers, notamment les plus jeunes d'entre eux, concernant la dangerosité du produit. La diffusion d'informations sur le protoxyde d'azote est d'autant plus nécessaire que des consommations répétées et à intervalles trop rapprochés peuvent entraîner des maux de tête, des vertiges, mais également des troubles du rythme cardiaque graves (notamment si le gaz est associé à des stimulants) et un risque d'asphyxie (1 décès en 2016).

pharmacodépendances et les addictions (CEIP-A) est passé de 9 en 2014 à 30 en 2017, conduisant à un doublement de leur part dans l'ensemble des comas liés à l'usage de drogues (hors alcool) entre 2014 (13 %) et 2017 (27 %). Dans de rares cas, ces intoxications aiguës conduisent à des décès¹⁵ [19]. Cette hausse des intoxications s'explique par la faible connaissance des risques liés au GHB-GBL par les nouveaux usagers, qu'ils consomment en contexte sexuel ou en soirées électro. Peu familiers des dosages précis indispensables à une consommation « récréative », ils associent en outre le GHB-GBL à d'autres substances, notamment l'alcool, ce qui accroît considérablement les risques de perte de conscience.

G-Hole ou dépression respiratoire ne sont pas les seuls risques. Le GHB-GBL peut entraîner une dépendance lorsqu'il est consommé régulièrement. En 2017, le site TREND parisien rapporte à nouveau une augmentation des demandes de prises en charge pour dépendance au GBL de la part d'usagers chroniques qui consomment le produit quotidiennement, hors contexte festif ou sexuel.

Des consommations de poppers plus visibles

Plusieurs sites (Paris, Lyon, Rennes, Bordeaux, Lille) font état ces deux dernières années d'une visibilité accrue des usages des poppers dans les établissements festifs commerciaux en lien avec la musique techno (clubs) et généralistes (bars, boîtes de nuit). Signe de la banalisation du produit, les observateurs ethnographiques signalent la présence régulière de l'odeur caractéristique des poppers sur les dancefloors des discothèques et décrivent des consommations totalement assumées en public, les flacons circulant de main en main dans une atmosphère conviviale.

12. Le clubbing homosexuel ne concerne pas toutes les personnes homosexuelles mais celles qui fréquentent les cercles urbains à tendance gay où une attention particulière est prêté au corps et aux rencontres sexuelles.

13. Le GBL n'est pas classé comme stupéfiant du fait d'une utilisation courante dans l'industrie, contrairement au GHB interdit en 2001.

14. L'intoxication aiguë au GHB-GBL peut entraîner une perte de conscience de profondeur variable et une dépression respiratoire, avec un risque de décès.

15. L'enquête DRAMES en recense au moins un chaque année (ANSM, CEIP-A).

Ces usages sont le fait de publics divers. Lors de leurs premières expériences de la fête en boîte de nuit ou en espace privé, lycéens et jeunes étudiants prennent des poppers en groupe, à la recherche des effets euphorisants et hilarants que procure le produit. Les habitués des clubs électro les utilisent pour potentialiser les effets d'autres produits stimulants, cocaïne et MDMA principalement, tandis que les personnes issues de la communauté LGBTQ¹⁶ qui fréquentent plus spécifiquement les espaces festifs et sexuels gays (saunas, *backrooms*¹⁷, appartements privés, etc.) consomment le produit afin de stimuler la libido et d'accompagner les pratiques sexuelles. Les observations menées par l'ensemble des sites TREND montrent que ces groupes d'utilisateurs ne considèrent pas les poppers comme une drogue, mais comme un produit ludique et convivial, dépourvu de danger du fait de ses effets fugaces d'une part et de son statut légal d'autre part.

L'annulation de l'arrêté interdisant la vente et la cession au public des poppers¹⁸ a en effet renforcé leur accessibilité. En plus d'Internet, il est possible de les acheter directement sur les lieux de fête (bars, discothèques), dans certains bureaux de tabac, en magasins spécialisés (sexshops, mais aussi des magasins vendant des cigarettes électroniques, des chichas, etc.). En 2017, les sites TREND de Lyon et de Lille décrivent les stratégies marketing des fabricants visant à en renforcer l'attractivité auprès des consommateurs potentiels, notamment les plus jeunes d'entre eux : personnalisation des produits, développement de nouvelles marques, description des différents types d'effets et de leur intensité variable en fonction des molécules présentes dans le liquide, mise en avant des différentes saveurs...

L'accessibilité croissante des poppers et l'augmentation de la visibilité des consommations s'accompagnent de nouveaux modes d'usage : une cigarette éteinte est trempée dans le produit qui est ensuite aspiré tel quel par la bouche ; les poppers sont mélangés dans une boisson gazeuse dont on inhale ensuite les vapeurs, etc. Plusieurs sites TREND constatent une hausse des signalements d'incidents en 2017, en lien avec ces nouveaux modes d'usage. Ces incidents sont dus notamment à des ingestions par inadvertance ou en raison d'un état d'ébriété avancé. Des cas de dépendance ont également été rapportés par les services d'addictovigilance et le dispositif TREND.

NPS, une diffusion contenue

La multiplication des NPS semble marquer le pas, avec en 2017 seulement 15 nouvelles identifications [20]. Les informations transmises par les sites

se concentrent de plus en plus autour des cathinones (3-MMC et 4-MEC essentiellement), des hallucinogènes, psychédéliques ou dissociatifs (DMT, 2C-B, 25x-NBOMe, 1p-LSD, MXE), et des cannabinoïdes de synthèse sous forme e-liquide (5F-AKB48 notamment).

En revanche, l'année 2017 a été particulièrement marquée par l'inquiétude des autorités sanitaires autour de la possible diffusion de NPS fentanylloïdes¹⁹. Quelques intoxications parfois mortelles ont en effet été recensées en 2016-2017, mais de manière localisée et isolée (notamment à Paris et à Lyon). Cette situation a pu contribuer à faire émerger chez les consommateurs de l'espace urbain de nouvelles rumeurs sur l'emploi possible de ces substances comme produit de coupe, en premier lieu de l'héroïne. Les analyses SINTES et les informations médico-légales disponibles n'ont pas démontré ce point au plan national. En revanche, des échos sont toujours signalés dans l'espace festif alternatif sur une coupe ou une substitution généralisée des hallucinogènes par des NPS. Malgré de rares études qui montrent leur présence effective [21, 22], il demeure impossible d'évaluer l'étendue de ce phénomène en l'absence de campagne d'analyse d'envergure. Les résultats SINTES et le témoignage des structures de réduction des risques et des dommages (RdRD) pratiquant des analyses, montrent néanmoins que les principales cathinones recherchées pourraient davantage être substituées par d'autres, moins connues.

La visibilité des cathinones, dont l'image est positive malgré un recensement plus important de décès²⁰, reste associée aux pratiques problématiques des HSH. Une pénurie de 3-MMC entre l'été et l'automne 2017 a conduit les usagers à rechercher des cathinones de substitution potentielles (3-MEC et 4-MEC notamment) et à s'adresser à des revendeurs extérieurs à leur espace de consommation. Quelques arrestations de dealers issus d'espaces moins spécifiques illustrent ce point. Sans qu'il soit possible d'établir un lien de cause à effets, trois sites (Bordeaux, Lyon, Paris) rapportent une diffusion parcellaire de la 3-MMC dans d'autres espaces comme le milieu libertin hétérosexuel, ou celui du festif commercial de type clubbing.

Les NPS hallucinogènes sont présents dans l'espace festif alternatif et semblent progressivement fidéliser une partie du public. Les produits les plus cités restent la DMT, mais aussi le 2C-B et le 25I-NBOMe. Ceux-ci sont davantage proposés à la vente que les NPS dissociatifs, qui font toutefois l'objet d'une recherche active de la part de quelques consommateurs, toujours dans l'objectif

de trouver un équivalent le plus proche possible de la kétamine, encore parfois non disponible à la hauteur des besoins (voir ci-dessous). La MXE, qui avait quasi disparu depuis 2013, fait ainsi localement l'objet d'une revente spécifique, via le darknet²¹. En outre, sur les forums en ligne, les cannabinoïdes de synthèse sous forme e-liquide continuent à attirer des lecteurs en quête d'information, ou à faire l'objet de petits trafics, localisés et en direction des lycéens.

■ Lignes de force toujours en vigueur

Chemsex : un ancrage des pratiques

Signalées pour la première fois par les sites de Lille et Metz en 2017, les pratiques de chemsex continuent de retenir l'attention des observateurs de terrain sur l'ensemble des sites. Bien que minoritaire parmi l'ensemble des HSH, le chemsex concerne des profils sociodémographiques et des usages de drogues très diversifiés [16].

Les observateurs lyonnais, bordelais et parisiens soulignent le caractère de plus en plus décomplexé des échanges autour des pratiques de chemsex sur les réseaux sociaux, attestant de leur ancrage parmi les HSH utilisant les applications de rencontre à cette fin. Une partie d'entre eux communiquent sur les consommations et pratiques sexuelles attendues au moyen de codes partagés mais toute forme de discrétion est parfois abandonnée, les noms des produits, les modalités d'usage escomptées ainsi que les modes d'approvisionnement étant négociés en amont de la rencontre.

Parallèlement, on note une visibilité accrue du trafic de produits consommés dans le cadre du chemsex sur les plates-formes de rencontre en ligne. Le site parisien signale l'émergence de profils spécifiques d'utilisateurs-revendeurs faisant l'acquisition de grandes quantités de substances consommées en contexte sexuel (cathinones notamment) proposées à la revente en ligne. Ces trafiquants sont eux-mêmes intégrés dans le milieu du chemsex ou évoluent à sa proche périphérie.

16. Lesbiennes Gay Bi Trans Queer.

17. Pièce présente dans certains établissements (bars, clubs) fréquentés par les homosexuels, où les consommateurs se rencontrent pour des relations sexuelles.

18. Décision du Conseil d'État n° 35248 (JO 07/06/2013) qui annule l'arrêté du 29 juin 2011 interdisant la vente et la cession au public (JO 07/07/2011).

19. Molécules proches de la molécule de fentanyl, substance opioïde puissante prescrite dans les douleurs majeures et inscrite au tableau des stupéfiants.

20. Selon DRAMES (CEIP-AJ ANSM) : 2 cas imputés directement sur 285 en 2013 ; 5 cas sur 243 en 2014 ; 15 cas sur 343 en 2015.

21. Le darknet désigne la zone du deepweb (web non référencé) consacrée à des activités illégales.

Les observateurs alertent cette année sur le défaut de connaissance et de maîtrise des gestes de RdRD dans ces populations, s'agissant de l'injection (*slam*) mais aussi des modalités d'usages de produits pourtant consommés de longue date en contexte sexuel, comme le GHB-GBL.

Hormis quelques usagers aguerris ou appartenant aux professions médicales ou paramédicales, les gestes et conditions d'asepsie nécessaires pour réduire les risques infectieux (bactériens et viraux) et les dommages veineux liés à l'injection de drogues ne sont pas observés parmi les *slamers*. Le site de Lyon rapporte des démarches d'initiation à l'injection à partir de supports diffusant des gestes de RdRD inappropriés : tutoriels en ligne ou vidéos à caractère pornographique mettant en scène des sessions *slam*.

Ces signaux sont d'autant plus préoccupants qu'une partie des *chemsexers*, refusant de s'identifier aux usagers de drogues « traditionnels », se tiennent à distance des dispositifs de réduction des risques et d'accompagnement en addictologie.

MDMA : un succès des comprimés d'ecstasy lié au dynamisme de l'offre

Dans le prolongement des observations réalisées les années précédentes par les sites TREND, la présence de MDMA (sous sa forme cristal/poudre et/ou comprimé) dans tous les types d'événements festifs semble encore s'accroître en 2017. Les profils sociaux des usagers réguliers comme des expérimentateurs sont divers : habitués des free parties, clubbers, jeunes actifs, étudiants, lycéens, etc.

Cette diffusion toujours croissante du produit, tant au niveau géographique (espaces de consommation) que sociologique (diversification des profils d'usagers), repose sur le dynamisme de l'offre et s'explique plus particulièrement par les stratégies commerciales et par les techniques de merchandising des fabricants ciblant les jeunes consommateurs potentiels. En 2017, l'ensemble des sites constate une profusion des formes et des couleurs des comprimés d'ecstasy. Leurs logos font référence à la culture populaire des jeunes générations : personnages de dessins animés, de jeux vidéo ou de séries, sigles de marques de vêtements, d'alcool, de voitures de luxe ou de clubs de football, etc. Ainsi, à titre d'exemple, le dispositif TREND a recensé 82 logos différents de comprimés d'ecstasy dans les espaces festifs de la région Hauts-de-France en 2017. Conséquence de cet effort en matière de stratégie marketing, les jeunes consommateurs ne désignent plus la substance qu'ils consomment par son nom, mais par les logos qui ornent les comprimés.

L'engouement autour des comprimés d'ecstasy se développe au détriment de la MDMA sous sa forme cristal/poudre. Celle-ci est moins présente, moins consommée et moins recherchée, comme en témoigne la forte baisse des ventes au « parachute » (une petite quantité de MDMA dans une feuille à papier à cigarettes) observée en 2017 par les sites de Metz, de Lyon, de Paris, de Lille et de Rennes.

Les représentations très positives à l'égard de la MDMA sous sa forme de comprimé tiennent au fait qu'elle répond aux attentes des consommateurs à la recherche de sensations corporelles en contexte festif (désinhibition, euphorie, perception accrue de la musique). Les usagers interrogés insistent fréquemment sur la qualité et l'intensité de leurs effets. Nombre de ces usagers (notamment les plus jeunes et les primo-consommateurs) soulignent l'intérêt du produit par rapport à l'alcool, du fait d'un rapport qualité-effet/prix avantageux²² et de l'absence, selon eux, d'effets secondaires. Ce bon ratio qualité-effet-prix perçu par les consommateurs est corroboré par les analyses réalisées par le dispositif SINTES, qui constate une hausse des teneurs moyennes en MDMA dans les comprimés saisis au cours des huit dernières années et une stabilisation de cette teneur moyenne depuis trois ans environ [23].

Plusieurs sites TREND insistent sur les niveaux de connaissance variables des consommateurs quant aux effets du produit et aux risques de l'associer avec d'autres. Le manque d'information sur les teneurs en MDMA des comprimés d'ecstasy est à l'origine de *bad trips* et d'intoxications qui nécessitent régulièrement l'intervention des équipes de réduction des risques en milieux festifs. Les retours d'expériences négatives et les descriptions d'effets secondaires désagréables (sensation de « jambes coupées », nausées et vomissements, agitation, difficultés à s'exprimer, impressions paranoïaques) ne sont pas exceptionnels. Toutefois, les problèmes sanitaires graves rapportés par le dispositif TREND semblent rares au regard du niveau des consommations de MDMA.

La kétamine de plus en plus populaire en espace festif alternatif

La kétamine est un anesthésique vétérinaire et humain dont l'usage récréatif a émergé dans les espaces festifs alternatifs (free parties, teknivals, etc.) durant les années 1990. Depuis 2014, l'ensemble des sites TREND signalent une disponibilité plus importante du produit dans ces espaces, dont seule une faible part est d'origine pharmaceutique. En 2017, la kétamine serait quasi systéma-

tiquement présente, alors que des pénuries récurrentes et une demande excédant l'offre étaient précédemment signalées.

La plus forte disponibilité de la kétamine, portée par l'émergence de petits réseaux d'usage-revente, s'accompagne d'une hausse de la visibilité des consommations, à mettre en parallèle avec l'amélioration de son image. Dès le début de la décennie 2010, la kétamine avait quitté, pour une minorité d'usagers, son statut de drogue aux effets radicalement antagoniques avec l'esprit de la fête car conduisant à l'isolement du consommateur du reste de la « communauté » festive. À partir de 2015, l'image du produit « se dédiabolise » [24], notamment après la régression des « arnaques » à la méthoxétamine, vendue pour de la kétamine au début de la décennie 2010 [25]. Sa popularité se renforce auprès d'une frange toujours croissante d'usagers du milieu festif alternatif. Contrairement à leurs prédécesseurs, les jeunes générations de « teufeurs » (moins de 25 ans) l'assimilent à une substance « euphorisante » et « ludique » [24]. Sur plusieurs sites, la kétamine est ainsi devenue « extrêmement présente » [17], « à la mode » [26, 27] en free party, voire « aussi populaire et consommée que le LSD, l'ecstasy, les amphétamines ou la cocaïne » [28].

Les changements de représentations à l'égard de la kétamine sont portés par une « domestication » de son usage : en 2017, les effets puissants de dissociation et de décorporation (dépersonnalisation, impression que l'esprit se détache du corps, introspection) induits par une consommation importante ne sont plus recherchés que par une minorité d'usagers. La plupart visent la sensation d'ébriété et les effets légèrement stimulants (perte d'équilibre, euphorie passagère) qu'induit une consommation modeste du produit. La brièveté des effets (entre 30 minutes et une heure) est appréciée car elle permet d'associer plus aisément la kétamine aux diverses drogues consommées au cours de la nuit (des stimulants comme la cocaïne et la MDMA, mais aussi d'autres hallucinogènes tel que le LSD en free parties). Cette maîtrise de l'usage vient ainsi transformer la temporalité des consommations de kétamine. Celles-ci ont tendance à s'étaler tout au long de la nuit et non plus uniquement à se concentrer en matinée afin de gérer la « descente »²³ des stimulants consommés dans la nuit. Enfin, du point de vue des usagers, l'absence d'effets indésirables et de signes

22. En club, un verre d'alcool fort coûte fréquemment entre 8 et 16 euros, pour un effet limité en intensité et dans le temps, alors qu'un comprimé d'ecstasy sera vendu 10 euros et pourra être partagé entre plusieurs consommateurs.

23. C'est-à-dire la baisse ou l'arrêt plus ou moins brutal des effets.

physiques marquant la consommation le lendemain de la fête, ajouté au fait que le produit est (encore) indétectable par les tests salivaires des forces de l'ordre, contribuent à la popularité du produit.

Par ailleurs, les sites de Lyon, Metz et Paris observent une diffusion sporadique et occasionnelle de la kétamine vers les scènes festives commerciales (clubs et soirées urbaines électro), avec la présence de vendeurs proposant de la kétamine à proximité de bars et discothèques. Le site de Paris évoque des cas de livraison à domicile par des réseaux vendant habituellement de la cocaïne et de la MDMA. Cette disponibilité favorise les expérimentations par des groupes de consommateurs appartenant à des milieux socio-culturels relativement éloignés des usagers habituels. Peu familiers des substances hallucinogènes et davantage consommateurs de stimulants (cocaïne, MDMA), ces clubbers ne fréquentent que de façon très occasionnelle les free parties. Les signalements d'usage de kétamine en contexte sexuel HSH sont également plus nombreux depuis 2016-2017 à Paris et à Lyon, même s'il ne s'agit pas d'un phénomène massif. Le produit est proposé à la vente sur certaines applications de sites de rencontre. Il est consommé en association avec des cathinones lors de sessions de chemsex.

En lien avec cette diffusion accrue, le site de Lyon constate une hausse des prises en charge causées par ce produit par les équipes de réduction des risques en espaces festifs. Si les intervenants insistent parfois sur la gravité des incidents liés aux consommations (pertes d'équilibre pouvant entraîner des blessures, troubles mnésiques, pertes de connaissance avec risque d'hypothermie, etc.), ils signalent toutefois que ces événements restent modestes au regard de l'importance des consommations. Il n'en reste pas moins qu'en 2016, les premiers décès liés à des usages de kétamine ont été recensés par l'enquête DRAMES [6].

Héroïne : vers une pression accrue de l'offre ?

La tendance observée en 2016-2017 par certains sites (Lyon et Toulouse) d'une dynamique nouvelle de l'offre d'héroïne²⁴ se confirme cette année. En Auvergne-Rhône-Alpes, où, depuis 2012, des filières albanaises venues de Suisse se sont installées, on assiste à un élargissement de leur implantation géographique vers l'ouest de la région. Cette progression démontre qu'il ne s'agit plus simplement, comme en 2012, d'un simple effet de déplacement des trafics, mais d'une volonté de conquête de nouveaux marchés. En cela, on peut penser que ces filières profitent de la moindre disponibilité de l'héroïne en Auvergne, due à la faible structuration de l'offre. L'implantation de réseaux

Le dispositif TREND

TREND s'appuie sur un réseau de huit coordinations locales (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse) dotées d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information. Les outils de recueil sont essentiellement qualitatifs : observations ethnographiques en espaces « urbains » et « festifs » ; questionnaires destinés aux structures en contact avec les usagers de drogues ; groupes focaux (« sanitaires », « application de la loi »), qui dressent des diagnostics rapides de la situation avec des professionnels du champ.

Le dispositif TREND s'appuie également sur :

- SINTES (Système d'identification national des toxiques et des substances), dispositif de veille centré sur l'analyse de la composition des produits illicites circulant sur le territoire ;
- la veille sur les espaces virtuels et des NPS ;
- des enquêtes quantitatives, notamment l'enquête ENA-CAARUD, réalisée auprès des usagers des CAARUD ;
- les systèmes d'information pilotés par les CEIP (centres d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance) et l'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé), de l'OCRITIS (Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants) et de l'INPS (Institut national de police scientifique), et enfin des autres enquêtes de l'OFDT.

Si les investigations rendent compte de réalités de terrain principalement circonscrites aux agglomérations métropolitaines, le dispositif TREND mène également des investigations qui analysent les évolutions des usages dans des contextes variés (espaces ruraux, départements d'outre-mer, quartiers populaires, etc.), grâce notamment au soutien financier des agences régionales de santé (ARS) Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Océan Indien, et, à partir de 2019, des ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur et Hauts-de-France.

Pour plus d'informations concernant la méthodologie de TREND consulter <https://www.ofdt.fr/enquetes-et-dispositifs/trend/dispositif/>

Pour consulter les synthèses 2017 des sites <https://www.ofdt.fr/index.php?cID=755>



albanais favorise l'accès au produit pour une population de personnes en traitement de substitution aux opiacés (TSO) ou consommatrices de sulfates de morphine.

Cette volonté d'élargir le marché ne se manifeste pas seulement au plan géographique, mais aussi au plan sociologique. Ces réseaux, qui ciblaient jusqu'alors essentiellement des personnes socialement plutôt insérées, capables de déboursier 100 euros pour s'offrir des zips²⁵ d'héroïne de cinq grammes, viseraient désormais une clientèle plus modeste, comme en témoignent une baisse générale du prix du zip (80 euros vs 100 euros) et l'apparition de demi zips. Il n'est actuellement pas possible de déterminer si ces filières réussiront à modifier la physionomie du marché des opiacés dans la métropole lyonnaise. Comme dans beaucoup d'autres régions métropolitaines, celui-ci est caractérisé par une dichotomie entre des consommateurs relativement insérés recourant à l'héroïne et des usagers de rue consommant du Skenan[®] et/ou du Subutex[®].

À Toulouse, une certaine pression de l'offre se fait également sentir dans un contexte marqué jusqu'alors par une accessibilité assez faible de l'héroïne. Ainsi, en 2016, un point de vente avait été signalé dans la cité du Mirail où les réseaux de trafic, notamment de résine de cannabis, sont très implantés. En 2017, dans un autre quartier, un second est apparu avant d'être démantelé par les forces de l'ordre. Plus généralement, les acteurs du champ sanitaire évoquent un produit qui « refait surface ». Deux profils d'usagers semblent dominer : des consommateurs de Skenan[®] en injection, fréquentant les CAARUD, et la consommant occasionnellement en sniff ou en l'inhalant ; des personnes en TSO qui reviennent à l'héroïne. Plus marginalement, le site fait état de la présence de personnes issues de l'espace festif qui consomment de l'héroïne, très

24. L'héroïne qui circule très majoritairement en France est l'héroïne brune produite en Afghanistan.

25. Le « zip » désigne le sachet en plastique qui contient l'héroïne.

rarement en injection, afin de réguler leurs consommations de stimulants ou d'hallucinogènes.

Le site de Lille met l'accent sur la plus grande visibilité des trafics d'héroïne dans la rue et les halls d'immeuble relevant de l'habitat social du sud de la ville. Cette situation n'est pas nouvelle, la métropole lilloise étant particulièrement affectée par les trafics du fait de sa proximité avec les Pays-Bas, plaque tournante de redistribution de l'héroïne en Europe occidentale. Il semble toutefois que le phénomène s'aggrave et que la métropole devienne elle-même une zone de négociation de l'héroïne en gros et en semi-gros, proposant les prix les plus bas de France. Les sites de Toulouse et de Rennes le confirment en faisant état de la tendance, s'agissant de petits réseaux, à aller s'approvisionner dans le nord de la France.

Dans la région parisienne, la disponibilité et l'accessibilité de l'héroïne demeurent très contrastées. Peu visible dans Paris intramuros, elle y semble cantonnée à des petits réseaux d'initiés. En revanche, en Seine-Saint-Denis, à Sevran et Aulnay-sous-Bois, les trafics, accompagnés de consommations en injection dans l'espace public, sont de plus en plus visibles. Les publics concernés sont constitués d'usagers injecteurs très marginalisés, sans domicile fixe, mais aussi de consommateurs plus insérés qui viennent s'approvisionner, venant parfois de loin et dont les consommations sont plus discrètes.

Ainsi, les trafics et les usages d'héroïne en France demeurent actifs et nécessitent une surveillance particulière, notamment dans un contexte où l'offre d'héroïne, du fait des records de production d'opium en Afghanistan, risque d'être plus abondante [3].

■ Conclusion

Le phénomène majeur de cet exercice TREND 2017-2018 se situe dans l'accélération marquée de la diffusion de la cocaïne sous forme poudre et/ou basée (crack/free base), entamée à

la fin des années 1990. Cette diffusion semble portée par une forte disponibilité du produit et des taux de pureté sans précédent qui bouleversent les parcours de consommation ou de soins de nombreux usagers de substances psychoactives.

Cette dynamique fait écho à des observations issues des données TREND de ces dernières années, relatives à la diffusion d'autres substances. Il semble que l'on assiste à la concentration progressive sur une population socialement insérée, amatrice d'effets psychoactifs dans un cadre récréatif, d'une banalisation des occasions d'usage, d'une diversification des produits consommés et, au final d'une intensification des consommations. Ainsi, la kétamine, étiquetée encore « drogue de cheval » au début de la décennie, peut maintenant, comme le LSD, se voir consommée beaucoup plus fréquemment et dans des circonstances bien moins exceptionnelles qu'auparavant (« à l'apéro » ou encore en *afterwork*, les soirs de semaine par exemple). Des substances inhalées, telles que les poppers ou le protoxyde d'azote, se consomment de manière totalement « anodine », alors que le GHB-GBL fait son retour en espace festif.

L'hybridation des scènes festives à l'œuvre actuellement joue certainement un rôle dans cette évolution, en favorisant une certaine porosité entre publics. Des substances comme la kétamine, le GHB-GBL ou les poppers, qui circulaient à l'origine dans des milieux restreints et bien spécifiques, souvent en recherche d'expériences radicales (dissociations, pratiques sexuelles dites « hard »), sont utilisées par des populations festives plus larges. En parallèle, le dynamisme commercial des dealers (relances téléphoniques, offres promotionnelles, approche des usagers potentiels dans la rue, etc.) renforce sans cesse la pression exercée sur les usagers. Par suite, l'usage récréatif d'une multiplicité de substances, en espace festif mais pas uniquement, apparaît de plus en plus comme pourvoyeur d'usages problématiques, comme en témoignent les demandes de prise en charge en lien avec la cocaïne, mais aussi avec des produits comme les cathinones ou le GHB.

références bibliographiques

1. Cadet-Tairou A., Gandilhon M., Martinez M., Néfau T. et Milhet M., « Substances psychoactives, usagers et marchés : les tendances récentes (2015-2016) », *Tendances*, OFDT, n° 115, 2016, 8 p.
2. Cadet-Tairou A., Gandilhon M., Martinez M., Milhet M. et Néfau T., « Substances psychoactives, usagers et marchés : les tendances récentes (2016-2017) », *Tendances*, OFDT, n° 121, 2017, 8 p.
3. UNODC, *World drug report 2018*, New York, United Nations Office on Drugs and Crime, 2018.
4. Gandilhon M. et Weinberger D., « Les Antilles françaises et la Guyane : sur les routes du trafic international de cocaïne », *Drogues, enjeux internationaux*, OFDT, n° 9, 2016, 8 p.
5. Spilka S. et al., « Les niveaux d'usage des drogues illicites en France en 2017 », *Tendances*, OFDT, n° 128, 2018, 6 p.
6. CEIP-A Grenoble, DRAMES. Principaux résultats de l'enquête 2016, Saint-Denis, ANSM, 2018, 2 p.
7. Palle C., Brisacier A.-C. et Protais C., « Workbook 3.2: Treatment », dans OFDT (Dir.), 2018 National report, Saint-Denis, OFDT, 2018.
8. Pfauf G. et Cadet-Tairou A., *Usages et vente de crack à Paris. Un état des lieux 2012-2017*, Saint-Denis, OFDT, Théma TREND, 2018, 43 p.
9. Lermenier-Jeannet A., Cadet-Tairou A. et Gautier S., « Profils et pratiques des usagers des CAARUD en 2015 », *Tendances*, OFDT, n° 120, 2017, 6 p.
10. Avril E., Salle Jean-Pierre L'HOMME - Espace GAIA, Paris. Bilan, enjeux et perspectives. in Commission des stupéfiants, Saint-Denis, 05-04-2018, ANSM.
11. Le Nézet O., Néfau T., Gandilhon M., Cadet-Tairou A., Janssen E. et Adès J.-E., « Workbook 2: Drugs », dans OFDT (Dir.), 2018 National report, Saint-Denis, OFDT, 2018, pp. 35.
12. Tissot N., *Phénomènes émergents liés aux drogues en 2017. Tendances récentes sur le site de Lyon*, CAARUD RuptureS ; ARS Auvergne-Rhône-Alpes ; OFDT, 2018, 105 p.
13. Cadet-Tairou A., Gandilhon M., Toufik A. et Évrard I., *Phénomènes émergents liés aux drogues en 2006. Huitième rapport national du dispositif TREND*, Saint-Denis, OFDT, 2008, 189 p.
14. Cadet-Tairou A. et Gandilhon M., Usages de GHB et GBL. Données issues du dispositif TREND. Note n° 09-3, Saint-Denis, OFDT, 2009, 7 p.
15. Fournier S. et Escots S., *Homosexualité masculine et usages de substances psychoactives en contextes festifs gais. Enquête à Paris et Toulouse en 2007-2008*, Saint-Denis, OFDT, 2010, 172 p.
16. Milhet M. et Néfau T., *Chemsex, slam. Renouveau des usages de drogues en contextes sexuels parmi les HSH*, Saint-Denis, OFDT, Théma TREND, 2017, 32 p.
17. Tissot N., *Phénomènes émergents liés aux drogues en 2016. Tendances récentes sur le site de Lyon*, Association ARIA - CAARUD RuptureS, 2017, 69 p.
18. Pfauf G., Francia M. et Péquart C., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris en 2017*, Saint-Denis, OFDT, Association Charonne, 2018.
19. Gérome C. et Chevallier C., *Surdoses de GHB/GBL. Note n° 2018-01*, Saint-Denis, OFDT, 2018, 11 p.
20. Martinez M., Néfau T. et Cadet-Tairou A., « NPS. Dix ans de recul sur la situation française », *Tendances*, OFDT, n° 127, 2018, 8 p.
21. Dumestre-Toulet V., et al., « NPS dans la salive de conducteurs aux abords de festivals de musique dans le sud-ouest à l'été 2017 », *Toxicologie analytique et clinique*, Vol. 30, n° 3, 2018, pp. 170-171.
22. Labadie M., et al., « Projet Musitox® : consommation de substances psychoactives lors des festivals de musique en Aquitaine en 2017 », *Toxicologie analytique et clinique*, Vol. 30, n° 3, 2018, pp. 171.
23. Néfau T., *Le Point SINTES n° 4*, Saint-Denis, OFDT, 2018, 13 p.
24. Gandilhon M., Cadet-Tairou A. et Martinez M., *L'usage de kétamine en France : tendances récentes (2012-2013)*. Note 2014-7, Saint-Denis, OFDT, 2014, 8 p.
25. Lahaie E. et Martinez M., *Méthoxétamine*. Note d'information du 5 décembre 2011 (Actualisée le 24 octobre 2012), Saint-Denis, OFDT, 2012, 7 p.
26. Lose S., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur le site de Lille en 2017*, Lille, CedrAgir, OFDT, 2018.
27. Pavic G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur le site de Rennes en 2017*, Rennes, Liberté couleurs ; OFDT, 2018.
28. Dupont C., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur le site de Marseille en 2017*, Marseille, Addiction Méditerranée ; OFDT, 2018.

tendances

Directeur de la publication - Julien Morel d'Arleux

Comité de rédaction
Christian Ben Lakhdar, Bruno Falissard, Virginie Gautron,
Emmanuelle Godeau, Aurélie Mayet, Frank Zobel

Rédactrice en chef - Julie-Émilie Adès

Infographiste - Frédérique Million

Documentation - Isabelle Michot

Remerciements :

Aux coordinateurs TREND : Amandine Albisson, Fabienne Bailly, Jean-Michel Delle, Lionel Diény, Claire Dupont, Marie Francia, Aurélie Lazes-Charmetant, Sébastien Lose, Aurélien de Marne, Guillaume Pavic, Catherine Pequart, Grégory Pfauf, Guillaume Suderie et Nina Tissot. À Anne de l'Eprevier, Eric Janssen, Aurélie Lermenier-Jeannet, Ivana Obradovic, Antoine Philippon et Stanislas Spilka pour leur relecture.

Observatoire français des drogues
et des toxicomanies

69 rue de Varenne - 75007 Paris

Tél. : 01 41 62 77 16

Fax : 01 41 62 77 00

e-mail : ofdt@ofdt.fr



www.ofdt.fr